

SITE DE INNOVEOX OCEANIA

A SAINT-PAUL (97460)

Référence PLACE : DA2022000927

OBJET :
OPERATION D'EVACUATION ET D'ELIMINATION DES DECHETS

PIECE 2 : CAHIER DES CHARGES

Table des matières

1	CONTEXTE DE L'INTERVENTION	3
1.1	CADRE DE L'INTERVENTION DE L'ADEME	3
1.2	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE, ENVIRONNEMENT ET HISTORIQUE DU SITE	3
1.3	CONTRAINTES D'INTERVENTION.....	5
1.3.1	<i>Etat des bâtiments, des structures et autres équipements</i>	5
1.3.2	<i>Présence d'amiante</i>	7
1.3.3	<i>Accès</i>	8
1.3.4	<i>Réseaux</i>	12
1.3.5	<i>Plomb</i>	12
1.4	LES DECHETS PRESENTS SUR LE SITE (NATURE, CONDITIONNEMENT ET QUANTITE DE DECHETS)	13
2	PRESTATIONS A REALISER.....	20
2.1	MISSION ADMINISTRATIVE PREPARATOIRE	20
2.1.1	<i>Documents préparatoires</i>	20
2.1.2	<i>Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs</i>	21
2.1.3	<i>Démarche RSE</i>	22
2.1.4	<i>Autorisations et informations préalables</i>	22
2.1.5	<i>Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)</i>	22
2.2	PREPARATION, ORGANISATION ET LOGISTIQUE DU CHANTIER.....	22
2.2.1	<i>Etat des lieux</i>	22
2.2.2	<i>Préparation du chantier</i>	23
2.2.2.1	Planning	23
2.2.2.2	Installation du chantier.....	23
2.2.3	<i>Aménagement des aires déconditionnement, de reconditionnement et de stockage des déchets en attente d'évacuation vers le centre de traitement</i>	24
2.2.3.1	Débroussaillage, aménagement des accès	24
2.3	MISE EN SECURITE DES ZONES DE TRAVAUX.....	24
2.3.1	<i>Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence d'amiante</i>	24
2.3.2	<i>Mise en sécurité des zones des travaux au regard des risques liés à l'environnement proche du site</i> 25	25
2.4	GESTION DES DECHETS	25
2.4.1	<i>Phase identification des déchets</i>	25
2.4.2	<i>Phase conditionnement et reconditionnement des déchets</i>	25
2.5	MISE EN SECURITE DES RESERVOIRS.....	26
2.6	NETTOYAGE ET GESTION DE DECHETS ISSUS DU NETTOYAGE SOLS	27
2.7	CHARGEMENT, TRANSPORT ET TRAITEMENT (TYPE DE TRAITEMENT ET PROXIMITE DES FILIERES) DES DECHETS	27
2.7.1	<i>Chargement et transport des déchets</i>	27
2.7.2	<i>Choix des filières de traitement retenues (type de traitement et proximité)</i>	29
2.8	REPLI DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	29
2.9	MOYENS HUMAINS ET ORGANISATIONNELS.....	30
3	CONDITIONS D'INTERVENTION.....	30
3.1	SUIVI DE L'INTERVENTION	30
3.2	REUNIONS DE CHANTIER ET COMPTE-RENDU	30
3.3	JOURNAL DE CHANTIER :	30
3.4	DECOMPTE FINANCIER HEBDOMADAIRE	31
3.5	RAPPORT FINAL D'EXECUTION	31
4	ANNEXES	32

1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

1.1 Cadre de l'intervention de l'ADEME

L'ADEME intervient, sur demande de l'Etat, pour assurer la conduite des travaux de **mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant**.

Au titre du principe pollueur-payeur énoncé par le Code de l'environnement, les obligations environnementales de prévention, de réduction et de réparation des pollutions engendrées par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sont de la responsabilité de celui qui l'exploite ou en assume la garde.

En cas de défaillance des responsables à assumer leurs obligations et lorsqu'il y a menace grave pour les populations et l'environnement, les pouvoirs publics peuvent charger l'ADEME de la **maîtrise d'ouvrage** des opérations de mise en sécurité de ces sites, par arrêté préfectoral et après accord du Ministère de la Transition Ecologique ou du préfet de région pour les montants inférieurs à 150 000€.

Les interventions de l'ADEME sont mises en œuvre en application des textes réglementaires et en particulier de la circulaire du 26 mai 2011. Le ministère en charge de la Transition Ecologique ou le Préfet de région autorise le Préfet à prendre l'arrêté d'exécution de travaux d'office. La préparation des interventions (lancement de la consultation notamment) démarre après la notification de cet arrêté.

Par **arrêté préfectoral de travaux d'office (APTO)** du 15 mars 2023, Monsieur le Préfet de la Réunion a saisi l'ADEME pour :

- L'évacuation et la gestion des déchets et des produits dangereux issus des activités de l'installation, entreposés à proximité immédiate et sur le site.

Cet arrêté a une durée initiale de 2 ans. La demande pour le prolonger est en cours de traitement.

La prolongation de cet arrêté préfectoral sera un préalable à la notification du marché.

La présente consultation a pour objectif de sélectionner le prestataire pour la réalisation de l'opération mentionnée ci-dessus. Le candidat s'engage à évacuer et traiter l'ensemble des déchets identifiés dans la présente consultation et listés au § 1.4 du Cahier des charges (CdC).

Un arrêté préfectoral d'occupation des sols a été signé le 15 mars 2023, permettant de pénétrer et d'occuper temporairement les parcelles sur lesquelles le titulaire interviendra.

1.2 Localisation géographique, environnement et historique du site

Le site est localisé au 81 rue Henri Cornu dans la zone d'activité de Cambaie, sur la commune de Saint-Paul sur l'île de La Réunion (97460).

La société INNOVEOX OCEANIA a été créée le 28 juillet 2014 et a été autorisée, par arrêté préfectoral n°2016-847 SG/DRCTCV du 18 mai 2016, à exploiter une installation de traitement par oxydation hydrothermale en milieu supercritique de déchets industriels liquides. L'installation a cessé de fonctionner le 13 octobre 2016.

Le site est localisé au cœur d'une zone industrielle. L'installation occupe une petite partie de la parcelle cadastrale AB 0371 (cf. Figure 1).



Figure 1 - Localisation du site sur fond de photographie aérienne et parcelles cadastrales (source : Géoportail, 2022)

Opération d'évacuation et élimination de déchets sur le site INNOVEOX OCEANIA à Saint-Paul (97460)
Cahier des charges - DCE ADEME

L'environnement proche du site est caractérisé :

- Dans sa partie ouest : par une zone industrielle qui s'étend sur 500 m jusqu'à la côte de l'Océan Indien ;
- Au nord : historiquement par la société HOUSSEN (ICPE déclarée pour le traitement des déchets dangereux et d'équipements électriques et électroniques) qui n'existe désormais plus et, au-delà de 30 m, par une zone rocailleuse, faiblement végétalisée, puis par la rivière des Galets qui s'écoule à environ 300 m du site ;
- Au nord-est : par une station d'épuration ;
- A l'est : par une zone industrielle qui s'étend sur 500 m avec, notamment, la présence de divers sociétés et d'entrepôts ;
- Au sud : par une zone industrielle qui s'étend également sur 500 m avec les sociétés de transports dont HCE, des zones en friches, des parcs automobiles.

Ainsi, les parcelles AB369 et AB371 forment un tout et accueillent plusieurs sociétés dont la société HCE.

1.3 Contraintes d'intervention

1.3.1 Etat des bâtiments, des structures et autres équipements

L'installation de l'ancien site industriel INNOVEOX OCEANIA, d'une surface totale de 500 m², est structurée de la façon suivante (cf. Figure 2 et Figure 3) :

- **Une plateforme principale** sur laquelle l'ensemble des installations et la majorité des déchets dangereux sont concentrés. Plus précisément, la plateforme est constituée des éléments suivants :
 - 5 bungalows / containers : 1 bungalow local analyse (stockage de produits de laboratoire), 1 bungalow de contrôle/commande, 1 bungalow local électrique, 1 bungalow compresseur et 1 container de maintenance ;
 - 6 cuves aériennes contenant des produits liquides : 2 cuves de stockage de « produits entrants » sur rétention, 2 grandes cuves de « préparation des mélanges » sur rétention, 2 grandes cuves de « stockage des produits traités » qui ne sont pas sur rétention ;
 - Des réseaux de canalisations / échangeurs ;
 - Des fûts et GRV à l'extérieur de la plateforme, devant l'entrée principale
Des échelles et échafaudages permettent l'accès aux réservoirs aériens (cf. mise en sécurité des zones de travaux au regard des risques de chutes §2.3.2).
 - Une cuve d'une capacité d'environ 20 m³ contenant des peintures qui étaient destinées à être traitées par la société INNOVEOX OCEANIA. Cette dernière est stockée à même le sol (sans rétention) au sein de la plateforme 1.
- **Une seconde plateforme**, accolée à la première et de plus petite taille, sur laquelle sont entreposées des bouteilles d'oxygène vides.



Figure 2 - Localisation des plateformes 1 et 2 (source : GoogleEarth, 2023)

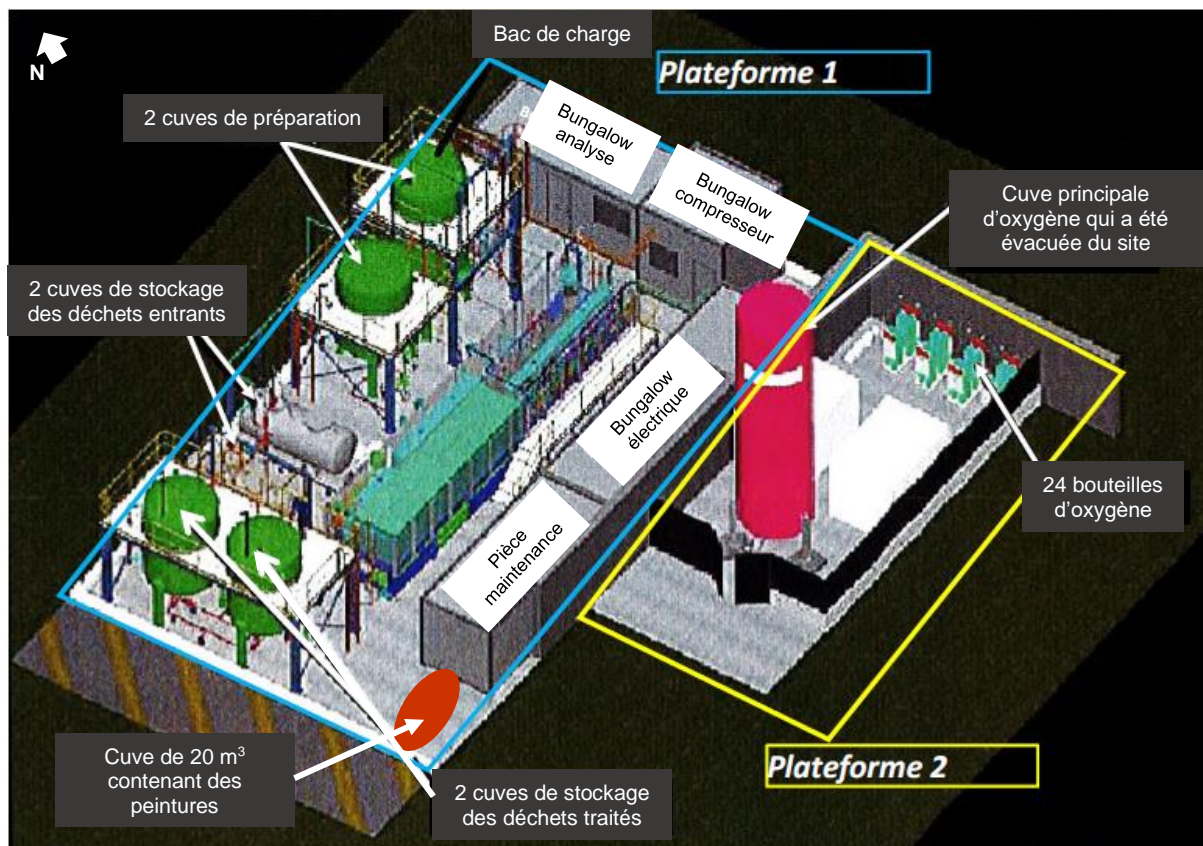


Figure 3 - Plan d'installation du site

Aucun diagnostic de la structure des installations n'a été réalisé. Cependant, au regard de l'année de construction de l'installation (2014) et des constats faits lors de la visite du site le 10 janvier 2022, l'ensemble des structures qui composent l'installation sont en bon état.

1.3.2 Présence d'amiante

L'ADEME a fait réaliser un **Repérage Amiante avant Travaux**. Ce repérage est joint en annexe (Pièce 6.1) du présent DCE.

Ce repérage révèle la présence de matériaux contenant de l'amiante (MCA) au niveau d'une cuve située au nord-est de la plateforme 1 (échantillon P11).

Cet élément est localisé sur la Figure 4 ci-dessous :

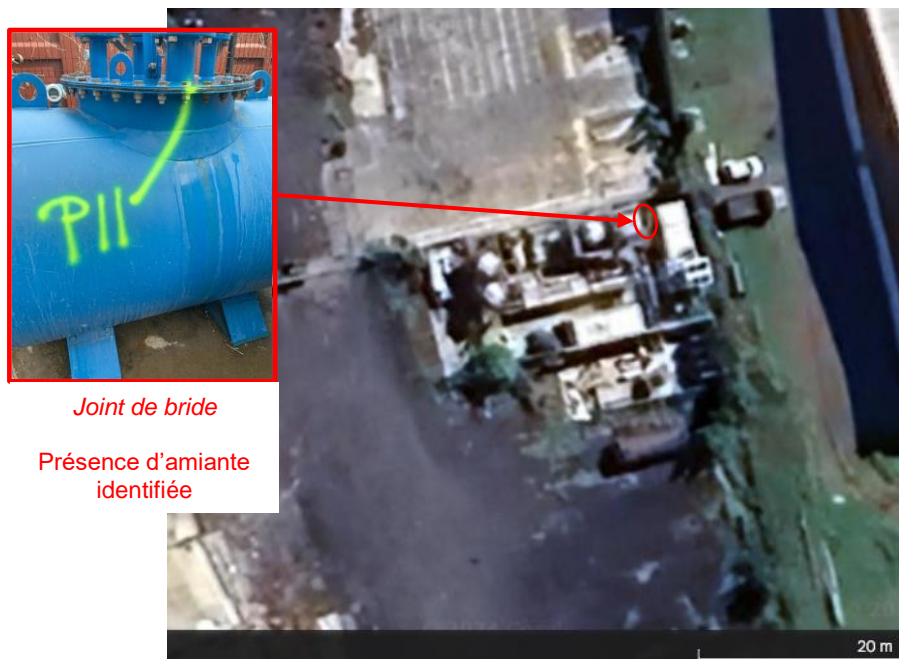


Figure 4 - Localisation du prélèvement où de l'amiante a été identifiée (source : BUREAU VERITAS, 2024)

Sur la base de ce repérage, les opérations à réaliser sur le joint de bride de la cuve, seront à effectuer en SS4.

A noter que pour des raisons d'accessibilité au moment de la réalisation du diagnostic amiante, les bungalows de bureau et la plateforme 2 n'ont pas été investigués.

1.3.3 Accès

L'accès au site se fait par la rue Henri Cornu qui dessert la zone d'activité.

Le chemin d'accès privé part de la rue Henri Cornu et traverse les parcelles cadastrales AB 519, AB 370 puis AB 520, AB 369 et AB 371 (cf. Figure 5).

La parcelle AB 369 est accessible par un portail dont les horaires d'ouverture et de fermeture sont assujettis à ceux des entreprises présentes sur le site.



Figure 5 - Accès au site

La Figure 6 et la Figure 7 suivantes présentent les voies d'accès au site INNOVEOX OCEANIA.



Figure 6 - Chemin privé depuis la rue Henri Cornu (source : DEAL, 2021)

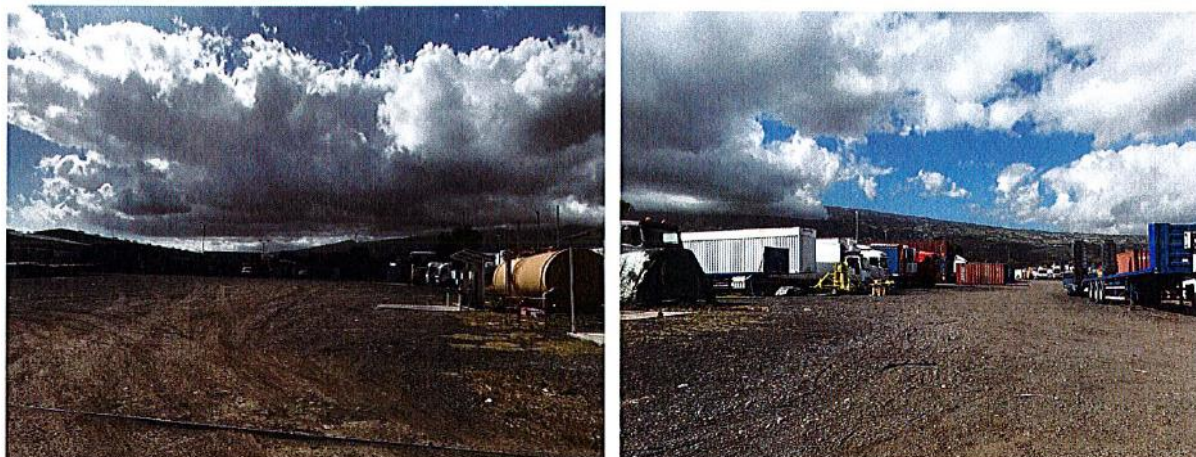


Figure 7 - Voies de circulation sur la parcelle AB 369 pour accéder au site (source : DEAL, 2021)

Le site est localisé au fond du parking occupé par l'entreprise HCE (collecte de déchets). L'accès se fait donc par l'entreprise HCE dont Madame Gwenaëlle de BOISVILLIERS est la responsable. Elle doit être prévenue pour toute intervention sur le site (règles de circulation à respecter, notamment) – Tél : +262 692 30 88 20 – Mail : gwenaelle.deboisvilliers@hce.re

Après échange avec la société HCE, il a été convenu de certaines zones pouvant accueillir les équipements de chantier (base vie, aires de stockage, aires de stationnement, etc.). Ces zones sont présentées sur la Figure 8 ci-dessous.



Figure 8 - Zones pouvant être mises à disposition par la société HCE (source : Google Earth, 2024)

La plateforme principale du site est fermée par un portail et entourée de clôtures rigides de 2 m de haut. La seconde plateforme, accolée à la première, est également clôturée et séparée de cette dernière par un mur coupe-feu de 3 m de haut.



Figure 9 - Accès à la plateforme 1 (à gauche) et accès à la plateforme 2 (à droite)

1.3.4 Réseaux

Une demande de DT a été réalisée par l'ADEME le 17/01/2025 (Pièce 6.6). Son numéro est le suivant : 2025011601502PH3.

Mise à part la présence de lignes aériennes électriques au niveau de l'entrée de la parcelle où se trouve le site, à ce stade, il n'a pas été identifié de risque majeurs associés aux réseaux en présence au vu des opérations à réaliser. Le titulaire effectuera les vérifications qui s'imposent au vu de sa méthodologie et des moyens qu'il compte déployés pour la présente mission.

1.3.5 Plomb

L'ADEME a fait réaliser un diagnostic plomb sur la cuve de 20 m³ contenant des peintures. Ce diagnostic est joint en Annexe (Pièce 6.2) du présent DCE.

Ce diagnostic ne révèle aucune présence de plomb au niveau de la cuve.

1.4 Les déchets présents sur le site (nature, conditionnement et quantité de déchets)

L'inventaire des déchets sur le site est présenté dans le Tableau 1 ci-dessous. **Il fait état d'un total de 104,3075 T de déchets à gérer sur le site.** Cet inventaire a été réalisé par l'ADEME et est non exhaustif.

A noter que les tonnages ont été majorés de 10% par rapport à ceux obtenus lors de la caractérisation faite par SUEZ (Pièce 6.3)

Les déchets recensés sur le site sont listés ci-dessous (extrait du tableau « chargement, conditionnement et transport » du fichier Excel « DCE_BPU_INNOVEOX OCEANIA »).

Localisation	Désignations déchets et contenants	Unité - Contenant	Nature des déchets selon BPU	Informations complémentaires	Tonnage estimé ADEME
Déchets stockés sur site					
Plateforme 1 (partie nord) <i>N°1 sur le plan</i>	Cuves n°2150 et n°2160 pleines d'un mélange de liquides organiques (déchets huileux, huiles de coupe, solvant, résidu encre, LR ...)	<i>Cuves de stockage de déchets entrants :</i> Cuve n°2150 : capacité de 5050 L Cuve n°2160 : capacité de 5050 L	Mélange de liquides organiques non inflammables	<i>Vérification du contenu impossible au moment de la caractérisation des déchets (problématique ouverture cuve) : l'ADEME fait l'hypothèse que la cuve est pleine</i>	8,8
Plateforme 1 (partie est) <i>N°2 sur le plan</i>	Cuve quasiment remplie de liquide organique	Cuve n°R2140 : capacité de 12 300 L	Liquide organique non inflammable		28,6
	Cuve ¾ remplie de liquide organique	Cuve n°R2130 : capacité de 18 000 L	Liquide organique non inflammable		

Plateforme 1 (partie ouest) <i>N°3 sur le plan</i>	Cuve ¾ pleine d'un liquide incolore (a priori absence de boue)	Cuve n°R2170 : capacité de 12 300 L	Eaux issues des traitements : liquide organique non inflammable		16,5
	Cuve à moitié remplie d'un liquide incolore produit pâteux inconnu en fond de cuve	Cuve n°R2180 : capacité de 12 300 L	Eaux issues des traitements : liquide organique non inflammable		3,3
			Boues organiques en fond de cuve		
Local laboratoire <i>N°4 sur le plan</i>	Produits chimiques divers de laboratoire	Flacons et bouteilles	Produits chimiques de laboratoire en petit conditionnement		0,55
Ensemble de la plateforme 1	Mélange de produits de traitement	Canalisation des installations du process	Liquide non inflammable	Vérification du contenu des canalisations impossible au moment de la caractérisation des déchets sur le site : le tonnage indiqué est approximatif	0,55
Entrée du site <i>N°5 sur le plan</i> N°3/9 à 6/9 caractérisation SUEZ	- 1 GRV plein de produit liquide, sans étiquetage - 2 GRV pleins de produits liquides – étiquetés comme « Glycérol » - 1 GRV plein de produit liquide étiqueté comme mélange « Glycol + eau » - 1 GRV plein de produit liquide étiqueté comme « Adhesinen A2279 » - 1 GRV ½ plein d'un liquide noir - 1 GRV avec résidu de liquide noir en fond	7 GRV	Liquide inflammable BPE		1,1
			Liquide organique non inflammable		3,3
			Liquide organique corrosif, acide		1,65

Entrée du site <i>N°5 sur le plan</i> N°1/9 caractérisation SUEZ	Produit liquide étiqueté « Tergitol surfactant »	1 fût de 300 L	Liquide organique		0,33
Dispersé sur le site	GRV ¾ plein d'un mélange boue + liquide noire (étiquette illisible)	1 GRV	Liquide organique non inflammable		1,1
	- 2 fûts de 100 L rempli d'eau stagnante - 1 fût de 300 L d'eau souillée de laboratoire - 1 cubitainer rempli d'eau souillées	GRV, fûts et autres contenants	Eaux souillées		1,65
Centre de la plateforme 1 Dispersés sur le site	Calorifuge (déversement au sol) Autres déversements	1 big bag Vrac	DIB		0,55
Plateforme 1 (partie sud-ouest) <i>N°6 sur le plan</i>	Produit visqueux - Peinture ZOLPAN	Cuve métallique de 20 m3	Pâteux organique halogéné	<i>Aucun prélèvement n'a été réalisé</i>	24,2
Plateforme 1 (partie nord-ouest)	Produit inconnu (cuve P11)	Cuve P11 métallique d'environ 3 m3	Produit inconnu	<i>Aucun prélèvement n'a été réalisé</i>	3,3
TOTAL					95,48

Dispersés sur le site			Emballages, consommables et autres déchets souillés par des substances dangereuses		4,4
TOTAL					4,4
Déchets issus du nettoyage					
Dispersés sur le site	Nettoyage sols souillés (surface estimée : 50 m2)				0,0275
TOTAL					0,0275
Evacuation du reservoirs					
Plateforme 1 (partie sud-ouest) <i>N°6 sur le plan</i>	Cuve métallique de 20 m3		Métaux (déchets non dangereux)		4,4
TOTAL					4,4

Tableau 1 - Inventaire des déchets présents sur le site

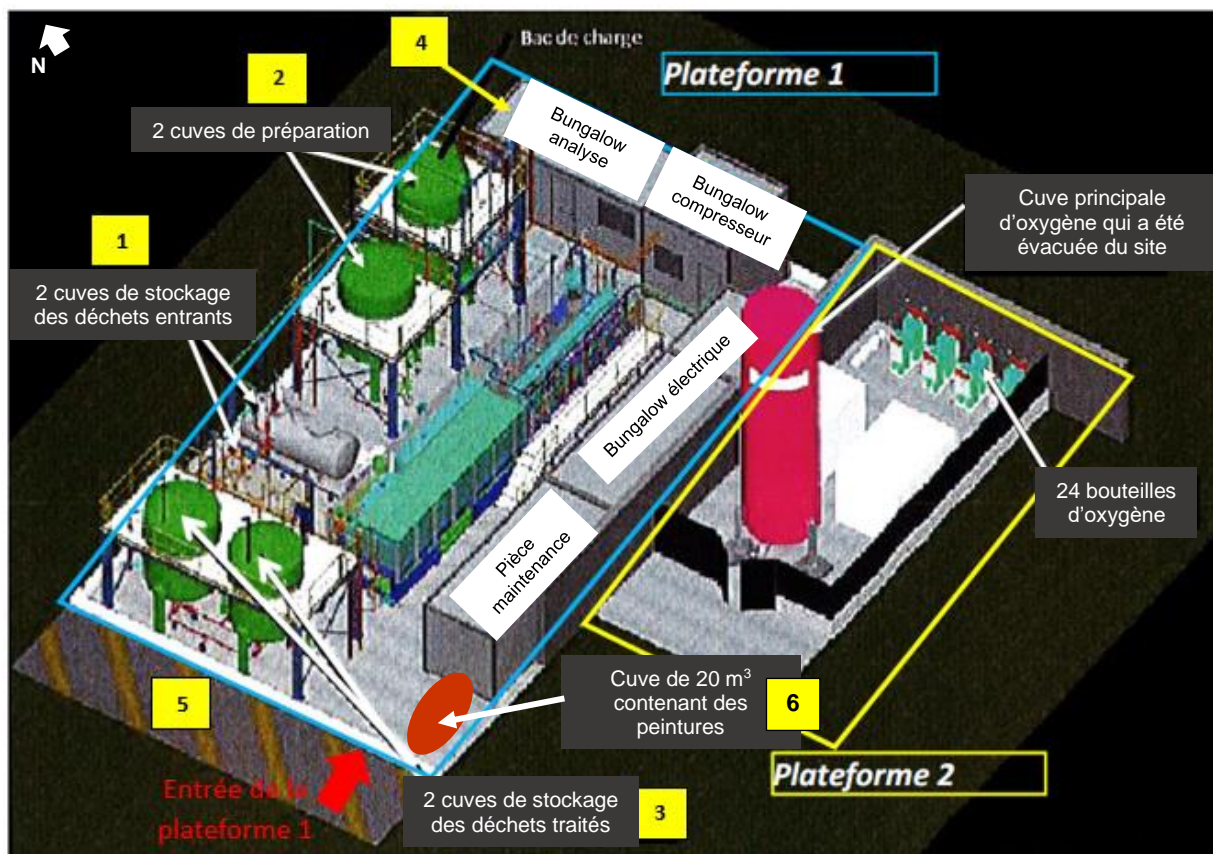


Figure 10 – Plan du site et localisation des déchets

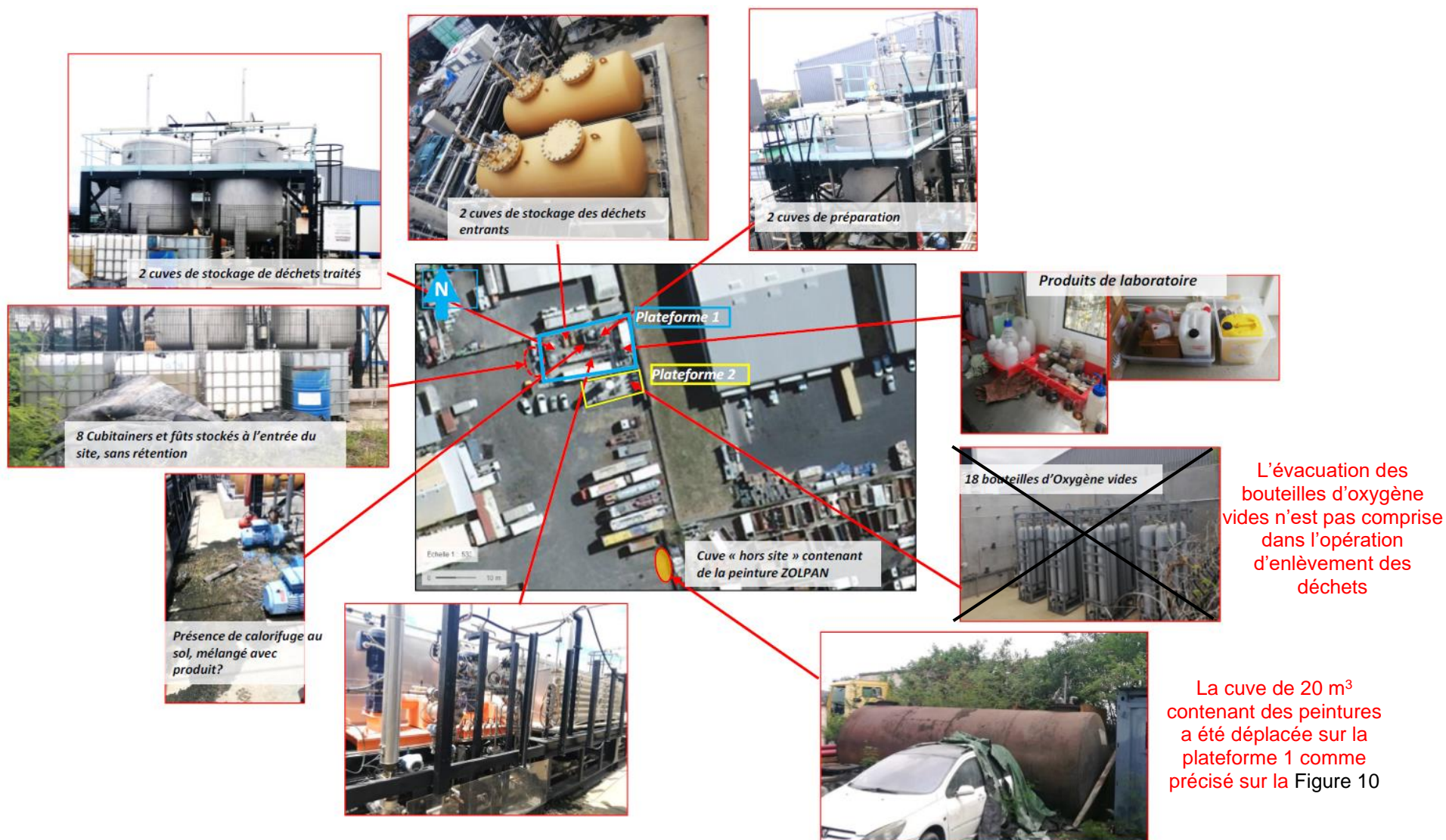


Figure 11 - Photographies et localisations des déchets

A noter que la société HCE a procédé à l'isolement des GRV stockés à l'extérieur du site (cf. Figure 12).



Figure 12 - Isolement des GVR stockés à l'extérieur du site par la société HCE

2 PRESTATIONS A REALISER

L'ADEME sera assistée en maîtrise d'ouvrage par la société ATOUT ENVIRONNEMENT pour les travaux d'enlèvement des déchets.

2.1 Mission administrative préparatoire

2.1.1 Documents préparatoires

Le titulaire remettra les documents préparatoires suivants à l'ADEME dans un délai de maximum 10 jours ouvrés après notification du marché :

- Le **planning** de réalisation des prestations, opérationnel pour le suivi du chantier ;
- Le **plan d'actions RSE** ;
- La **liste du personnel intervenant sur le chantier** avec CV et qualifications du titulaire et de ses éventuels sous-traitants (avec fourniture des DC4) ;
- Les **CAP disponibles à ce stade** ;
- Les DICT ;
- Les diverses **autorisations et déclarations relatives aux opérations EdD** ;
- Le(s) projets de **PPSPS** (établis avant la visite d'inspection commune (VIC) et à mettre à jour éventuellement selon les remarques formulées lors de la VIC) ;
- Les **modes opératoires amiante** utilisés sur le chantier et la copie de l'envoi à l'inspection du travail le cas échéant ;
- Les **modes opératoires des opérations à réaliser** :
 - Identification et caractérisation des déchets ;
 - Installation des aires de stockage temporaires
 - Déconditionnement / reconditionnement et évacuation des déchets ;
 - Gestion des réservoirs aériens fermés (ouverture, pompage, curage, nettoyage, etc.).

Ces documents devront être cohérents avec les éléments prévisionnels présentés dans l'offre. Toute modification devra être argumentée et justifiée par le titulaire.

- L'ADEME disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces documents pour transmettre au titulaire ses commentaires et ses demandes de modifications ou de précisions.
- Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces remarques pour mettre à jour les éléments.

⇒ En cas de retard de fourniture des documents (initiaux/provisaires et/ou mis à jour), le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).

Après un avis favorable sur tous les documents préparatoires, l'ADEME transmettra un ordre de service (OS) de démarrage des travaux préparatoires au titulaire lui permettant de démarrer les travaux préparatoires au chantier (installations de chantier, l'amenée sur site de l'ensemble du matériel nécessaire pour exécuter sa mission (hygiène, sécurité, engins de chantier, matériels divers, ...). Le Titulaire démarrera ces travaux préparatoires dans un délai maximum de 5 jours ouvrés après réception de l'OS.

Ces travaux préparatoires devront être terminés dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après réception de l'OS de démarrage de travaux préparatoires.

Le contrôle par l'ADEME, et le cas échéant par son AMO, de la conformité de ces travaux préparatoires constituera un point d'arrêt. Les travaux démarreront dans un délai maximum de 48 h ouvrées après réception de l'OS de démarrage des travaux.

2.1.2 Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs

Dans le cadre de ses missions de maîtrise d'ouvrage, l'ADEME est tenue de mettre en application les lois et réglementations applicables en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, à savoir :

- Les principes généraux de prévention, détaillés à l'article L.4121-2 du Code du travail ;
- Les dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992 sur les prescriptions d'hygiène et sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de la prise en compte de la sécurité sur les sites et sols pollués, l'ADEME souhaite également suivre les dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Mission de coordination sécurité protection de la santé (CSPS) :

Ainsi, pour le site de INNOVEOX OCEANIA sur lequel la mission d'enlèvement de déchets peut impliquer une coactivité simultanée ou successive, une mission de coordination sécurité protection de la santé (CSPS) sera mise en œuvre par un coordinateur SPS.

Un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC-SPS) sera établi avant le démarrage des travaux.

L'entreprise titulaire et ses sous-traitants devront respecter les dispositions réglementaires afférentes et notamment l'ensemble des prescriptions définies dans le cadre du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC-SPS) (cf. Pièce 6.4).

L'entreprise titulaire et chacun de ses sous-traitants devront participer à la visite d'inspection commune du site – VIC (Article R. 4532-13 du code du travail) organisée par le coordonnateur SPS et établir ensuite leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé (PP SPS).

Sauf accord écrit de l'ADEME (2^{ème} VIC acceptée pour une sous-traitance décalée dans le temps par rapport au démarrage du chantier par exemple), **en cas d'absence à la VIC d'un ou plusieurs sous-traitants acceptés par l'ADEME, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 3 000 euros pour chaque nouvelle inspection commune devant être organisée.**

L'ADEME ou ses représentants se réservent le droit de faire procéder à l'arrêt immédiat du chantier aux frais du titulaire en cas de constat de non-respect de la réglementation en matière de sécurité. En cas de danger grave et imminent constaté sur le chantier, en cours de réalisation, le coordonnateur SPS est en droit d'intervenir directement auprès du titulaire pour faire cesser immédiatement ce danger.

Le titulaire assurera dans ces cas les conséquences financières éventuelles de cet arrêt de chantier étant entendu que des pénalités de retard seraient systématiquement appliquées dès lors que l'arrêt de chantier conduirait au dépassement du délai d'exécution prévu au marché.

Sous réserve des dérogations exceptionnelles prévues par les articles D. 4154-2 à D. 4154-6 du code du travail, il est interdit d'employer un salarié temporaire pour effectuer des travaux dangereux (exposition à certains agents chimiques dangereux) dont la liste est donnée par l'article D. 4154-1 du Code du travail. Compte-tenu de la grande diversité de substances présentes dans cette liste, si le titulaire souhaite avoir recours à ce type de main d'œuvre sans dérogation exceptionnelle, il devra intégrer que l'évolution quelquefois imprévisible du chantier (découverte fortuite de déchets, évolution des produits dans le temps) est susceptible de le mettre en contradiction avec la réglementation.

2.1.3 Démarche RSE

Une fiche de suivi des actions de la démarche RSE sera spécifiquement développée pour le chantier. Elle précisera les impacts, les mesures et contrôles réalisés sur le chantier et sera évolutive, complétée et mise à jour à chaque fois que nécessaire.

L'ADEME considère la mise en œuvre de la responsabilité sociale et environnementale sur ses chantiers comme une démarche partenariale. Le titulaire sera donc conscient que des ajustements pourront se faire au démarrage du chantier sur avis et conseils de l'ADEME.

La fiche sera également révisée en cas de changement de méthode d'exécution ou d'organisation de chantier modifiant la maîtrise des impacts sociaux et environnementaux prévue dans la fiche initiale. La révision sera validée lors de la réunion de chantier hebdomadaire et la fiche mise à jour disponible sur le chantier.

2.1.4 Autorisations et informations préalables

L'ADEME s'engage à obtenir les autorisations nécessaires permettant de pénétrer et d'occuper temporairement les parcelles sur lesquelles l'entreprise réalisera les prestations (Arrêté d'Occupation Temporaire des Sols n°223-555/SG/SCOPP/BCPE en date du 15 mars 2023).

Toutes les autres demandes d'autorisation, déclarations obligatoires et informations sont à la charge du titulaire.

Seuls les représentants du titulaire et de ses sous-traitants seront autorisés à entrer sur le chantier. Par ailleurs, le chantier devra être en permanence ouvert aux représentants de l'ADEME ou à toute autre personne désignée par elle.

2.1.5 Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)

Les déclarations de projet de travaux (DT) ont été établies par l'ADEME le 16/04/2024 et sont jointes à la consultation (cf. Pièce 6.6 du présent DCE), de même que les réponses fournies par les concessionnaires et les exploitants des réseaux. Le titulaire adaptera les travaux aux divers réseaux identifiés.

2.2 Préparation, organisation et logistique du chantier

2.2.1 Etat des lieux

Il est demandé au titulaire d'organiser un état des lieux par un huissier, en présence de l'ADEME ou son représentant, avant le début des travaux et après la remise en état du site. Ce constat sera organisé et à la charge du titulaire.

En cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont.

2.2.2 Préparation du chantier

2.2.2.1 Planning

Le titulaire devra tenir son planning à jour tout au long du chantier pour permettre à l'ADEME de suivre l'exécution des opérations.

Il conviendra de tenir compte dans le planning des délais associés à la mise en signature des BSD auprès de l'ADEME (détenteur / producteur du déchet) permettant la sortie du ou des déchets du site. Il en sera de même sur la réception définitive de ces derniers par les centres concernés permettant d'obtenir les BSD définitifs pour compléter le rapport final.

Le programme des travaux tiendra compte en particulier du rythme d'acceptation des déchets par les centres autorisés.

Un point d'arrêt doit être organisé entre le titulaire, l'ADEME et son assistant à maîtrise d'ouvrage afin de contrôler et vérifier la mise en place des moyens de sécurité par le titulaire.

La poursuite de la prestation est conditionnée à un ordre de service.

C'est seulement après réception de l'OS que les opérations d'enlèvement des déchets pourront démarrer. Cette vérification par l'ADEME ne vaut en aucune façon validation de la conformité des mesures mise en place - la responsabilité du titulaire reste la seule engagée.

2.2.2.2 Installation du chantier

Seront à la charge du titulaire les aménagement et moyens pour la phase de préparation et d'installation du chantier, et notamment (liste non exhaustive) :

- Un panneau de chantier de dimensions 2 x 1,5 m à l'entrée du site, couleur, indiquant la nature des travaux, les numéros et intitulés des APTO et APOS, les noms, les coordonnées et les logos du maître d'ouvrage, de l'entreprise titulaire et de leurs sous-traitants éventuels ;
- Des panneaux de signalisation en dur (« chantier interdit au public », « port des EPI », etc.) et balisage (identification des zones de travail) ;
- Bureau équipé en mobilier et connexion internet, voire d'une salle de réunion. Ces locaux devront être éclairés et chauffés selon les prescriptions du PGC SPS ;
- Installations d'accueil des salariés de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants (vestiaires, sanitaires, douches, zone/SAS de décontamination, etc.) en conformité avec les prescriptions du PGC SPS ;
- Localisation des réseaux, branchement, raccordement aux réseaux d'eau potable, de distribution électrique, d'évacuation des matières usées ;
- Aménagement des voies d'accès des véhicules légers et poids lourds, d'une zone de stationnement, avec éclairage éventuel ;
- Aménagement des aires de conditionnement, de stockage temporaire des déchets en attente de chargement et des aires de chargement (mesures de prévention contre la pollution de l'air, des eaux (souterraines et superficielles) et des sols) ;
- Gestion des déchets générés par le titulaire sur le chantier (eaux usées, matériels souillés, combinaisons jetables, gants, etc.) ;
- Moyens et matériels en matière de sécurité y compris les moyens de contrôle, le matériel de premiers secours ;
- Aménagement des accès aux déchets et aux zones de chargement ;
- Ainsi que toutes prestations, moyens et matériels que les candidats jugeront nécessaires pour atteindre les objectifs visés.

Pendant toute la durée du chantier, l'accès au site sera fermé. L'ouverture du site ne sera effectuée que lorsque l'intervention le nécessitera.

Le titulaire aura à garantir les matériaux, les installations, l'outillage et le matériel des dégradations et/ou vols qu'ils pourraient subir, notamment du fait d'intempéries ou d'effractions ;

Le titulaire devra réparer les dommages provenant des défauts de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les ouvrages, bâtiments, clôtures, etc. qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le maître d'ouvrage, restant en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Aucune indemnité ne sera allouée au titulaire pour les pertes, avaries ou dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, les défauts de moyens ou les fausses manœuvres.

Le titulaire contrôlera l'état d'alimentation en électricité et en gaz du site. Il prendra toutes les dispositions nécessaires en cas d'absence de consignation de ces utilités.

Le titulaire devra faire contrôler par un bureau de contrôle l'ensemble des installations qui sera alimenté électriquement.

Il aura à sa charge la protection de ses installations et la mise en place d'une signalisation conforme aux prescriptions des textes en vigueur au moment de l'exécution.

2.2.3 Aménagement des aires déconditionnement, de reconditionnement et de stockage des déchets en attente d'évacuation vers le centre de traitement

Dans le cas où les déchets conditionnés, reconditionnés et identifiés par un système de marquage prédéfini devraient être stockés en attente de leur évacuation, ces déchets seront stockés sur des aires distinctes en fonction de **leur composition, leur nature, leur propriété (dont leur compatibilité) et leur réactivité chimique**. Ces aires distinctes devront être identifiées par une signalisation spécifique évitant aux opérateurs tout risque de stockage de produits incompatibles.

Il est impératif que les déchets banals soient systématiquement stockés à part des déchets dangereux.

2.2.3.1 Débroussaillage, aménagement des accès

Si un débroussaillage est nécessaire pour accéder au site ou à certains déchets, **le titulaire devra inclure l'évacuation des végétaux coupés vers un centre de valorisation (par compostage de préférence).**

2.3 Mise en sécurité des zones de travaux

2.3.1 Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence d'amiante

Préalablement à son intervention d'enlèvement de déchets et au fur et à mesure du chantier, le titulaire devra prendre en compte la présence d'amiante sur le chantier en considérant l'exposition passive des travailleurs liée à une intervention à proximité de MCA et en gérant d'éventuelles découvertes fortuites d'amiante en cours de chantier. En effet, compte tenu de la spécificité du site, le repérage amiante peut ne pas être complètement exhaustif.

Le titulaire sera soumis aux dispositions relatives aux risques d'exposition à l'amiante du code du travail.

L'intervention susceptible de libérer des fibres d'amiante et relevant de la SS4 est la suivante :

- **Cuve bleue située au nord-est du site (prélèvement P11 – cf. 1.3.2) si intervention sur le joint de bride nécessaire à l'évacuation du contenu (liquide et/ou résidu pâteux) présents dans cette dernière.**

- **Si aucune intervention n'est prévue spécifiquement sur le joint de bride de la cuve, l'opération sera considérée « hors réglementation amiante ».**

Le titulaire est responsable de l'évaluation du niveau d'empoussièrément de chaque processus. Toute nécessité d'un changement de niveau empoussièrément doit être signalée à l'ADEME au travers du journal de chantier complété par une alerte téléphonique et un courriel conformément au §3.3.

Si le titulaire souhaite prétendre à la facturation au niveau n+1, il devra justifier et argumenter ensuite les raisons de l'aléa du chantier impliquant le passage au niveau n+1, présenter les démarches entreprises auprès de l'inspection du travail et les moyens supplémentaires mis en œuvre (avenant au mode opératoire/ plan de retrait, EPI et moyens de protection collectives supplémentaires, ...) au travers d'une note écrite transmise à l'ADEME.

⇒ **Sans accord préalable écrit de la part de l'ADEME, aucun dépassement financier ne sera pris en charge par l'ADEME.**

Le titulaire devra disposer en permanence dans la base vie d'au minimum 3 kits d'EPI amiante complet, réservés aux visiteurs.

Rappel : pour l'éventuelle opération identifiée en SS4, tous les personnels intervenants doivent avoir une attestation de formation sous-section 4.

2.3.2 Mise en sécurité des zones des travaux au regard des risques liés à l'environnement proche du site

Le titulaire devra prendre en compte les enjeux liés aux risques liés à l'environnement proche du site. En effet, ce dernier se trouve dans une zone industrielle, sur une parcelle partagée avec d'autres entreprises. En raison de l'espace limité sur l'emprise du site, une partie du chantier sera aménagée à proximité des infrastructures de la société HCE. Le candidat devra détailler les mesures prévues, entre autres, pour assurer la gestion de la circulation des piétons et des véhicules, ainsi que l'isolation des différentes zones du chantier.

2.4 Gestion des déchets

2.4.1 Phase identification des déchets

La phase d'identification doit permettre de connaître les paramètres physico-chimiques des déchets dangereux présents sur le site (cf. §1.4), afin d'organiser le chantier et de procéder à leurs évacuations et à leurs éliminations dans des conditions techniques et financières appropriées.

Les déchets dangereux et non dangereux feront l'objet d'une identification et d'un tri dont les objectifs seront :

- D'obtenir au moins 3 jours avant le départ du site, les certificats d'acceptation préalable des déchets.
- De constituer des lots homogènes pouvant suivre une filière technique de traitement appropriée.

Les éventuels surcoûts engendrés à la suite d'un envoi des déchets à une destination erronée, due à une mauvaise appréciation de l'entreprise, resteront à sa charge pleine et entière.

Il est précisé que la ligne d'affectation de caractérisation du déchet ne pourra pas être modifiée par le titulaire après le départ du site.

2.4.2 Phase conditionnement et reconditionnement des déchets

Des déchets divers et notamment en vrac nécessiteront d'être conditionnés et/ou reconditionnés (big bag éventrés, GRV ou fûts dégradés...). Ces conditionnements et reconditionnements se feront dans le

but d'éliminer les déchets au meilleur coût dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur.

L'entreprise titulaire devra :

- Tenir compte des exigences des centres de traitement en ce qui concerne le conditionnement et les qualités des déchets acceptés. **Les CAP devront être transmis à l'ADEME au fur et à mesure de leur obtention s'ils n'ont pas été fournis à la notification du marché et 3 jours ouvrés avant toute expédition du déchet concerné. Tous les numéros des CAP devront également être reportés sur le registre déchets mentionné au §3.3 du présent cahier des charges.**
- Respecter la réglementation de transport de matières dangereuses (ADR).

L'entreprise titulaire devra assumer l'intégralité des surcoûts engendrés par le refus d'un déchet pour non-conformité du conditionnement ou du contenu.

De la même manière l'entreprise titulaire devra assumer toutes les conséquences liées à une erreur de conformité avec la réglementation de transport de matières dangereuses.

2.5 Mise en sécurité des réservoirs

Les réservoirs et réseaux de transport d'effluent concernés par la mise en sécurité sont visibles sur la Figure 10.

La mise en sécurité comprend les missions suivantes :

➔ Pour les réservoirs aériens fermés :

Missions à réaliser :

- Ouverture et identification du contenu des réservoirs fermés avec ou sans trou d'homme ;
- Vidange, nettoyage et dégazage des réservoirs contenant des produits pompables, solidifiés ou cristallisés ;
- Mise en sécurité du réservoir restant sur place et gestion des rétentions ;
- Nettoyage et curage des réseaux de transport d'effluent reliés directement aux équipements vidangés pour écarter toute souillure pendant l'opération et une fois celle-ci terminée ;
- Obstruction des réseaux de transport d'effluent, de façon à écarter durablement tout risque de pollution.

➔ Pour les éventuels réseaux de transport d'effluent non reliés directement aux équipements vidangés :

- Recherche des éventuels réseaux de transport d'effluent non reliés directement aux équipements vidangés ;
- Nettoyage et curage des réseaux de transport d'effluent ;
- Purge (si nettoyage et curage n'est pas possible) des réseaux de transport d'effluent ;
- Obstruction, de façon à écarter durablement tout risque de pollution ;
- Fermetures des éventuels regards où débouchent des réseaux de transport d'effluent afin d'éviter toute chute ultérieurement.

Seront considérés en prix forfaitaires : l'ouverture + vidange + dégazage + nettoyage + inertage (réservoirs aériens fermés et canalisations reliées) + l'évacuation et le traitement des eaux de nettoyage/rinçage

Seront considérés en prix unitaires : l'évacuation et traitement des déchets contenus dans les cuves

Pour ces réservoirs, les déchets et les eaux de rinçage souillées/eaux de nettoyage seront collectés et évacués séparément pour élimination en centre de traitement autorisé.

- Les prestations d'ouverture, de vidange, de dégazage, de nettoyage du réservoir (et de ses réseaux de transport d'effluent reliés) et d'inertage seront rémunérés au forfait incluant les coûts de récupération et d'élimination des eaux de nettoyage.
- L'élimination des déchets sera rémunérée, quant à elle, en fonction des quantités récupérées.

Les eaux de nettoyage du réservoir et de ses réseaux de transport d'effluent sont collectées et quantifiées séparément et envoyées dans une filière adaptée. Le titulaire proposera pour signature :

- Le BSD correspondant aux eaux de nettoyage ;
- Le BSD du déchet liquide pompé.

Evacuation de la cuve de 20 m³ située au sein de la plateforme 1 :

La cuve de 20 m³ située sur la plateforme 1, une fois dégazée, vidée et nettoyée, fera l'objet d'une découpe et sera évacuée en filière de valorisation. Lors de l'opération de découpe toutes les précautions nécessaires devront être prises par le titulaire.

2.6 Nettoyage et gestion de déchets issus du nettoyage sols

➤ Nettoyage des sols :

Après évacuation des déchets, **les sols** sur lesquels des déchets dangereux ont été stockés, seront nettoyés par le titulaire dont la surface maximale est estimée à 50 m² environ.

Le nettoyage à sec sera privilégié (balayage, raclage, rabotage etc.). Cependant si ce n'est pas techniquement réalisable, un appareil à eau à haute ou très haute pression pourra être utilisé. Dans ce cas, **l'objectif est de générer le plus faible volume d'eaux de nettoyage possible** et toutes les mesures devront être prises pour éviter un écoulement des eaux polluées de nettoyage dans le milieu naturel, en prenant les mesures adéquates pour les collecter, puis les traiter dans un centre collectif.

Les eaux de nettoyage seront collectées et quantifiées séparément et envoyées dans une filière adaptée. Le titulaire proposera pour signature :

- Le BSD correspondant aux eaux de nettoyage
- Le BSD du déchet solide issu du nettoyage

Les prestations de **nettoyage** ainsi commandées seront rémunérées :

- Au forfait, calculé selon les m² à nettoyer en incluant les coûts de récupération, d'élimination et de traitement des eaux de nettoyage.
- L'élimination des produits solides issus du nettoyage sera rémunérée quant à elle en fonction des quantités récupérées.

Les déchets solides issus du nettoyage à sec sont envoyés dans une filière de traitement adaptée. Le titulaire proposera pour signature le BSD correspondant.

2.7 Chargement, transport et traitement (type de traitement et proximité des filières) des déchets

2.7.1 Chargement et transport des déchets

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens de contrôle des chargements partant vers les centres de traitement ou de valorisation. Tous les chargements seront pesés par catégories et types de déchets.

La traçabilité des déchets dangereux (y compris amiante, DASRI et gaz fluorés) et des Déchets Non Dangereux inertes ou non inertes, jusqu'alors assurée par des Bordereaux de Suivi des Déchets papiers

(cerfa 12571*01 pour les BSDD / cerfa 11861*03 pour les BSDA) sera dématérialisée via la plateforme Trackdéchets.

Le titulaire devra obligatoirement utiliser la plateforme Trackdechets pour assurer la traçabilité de tous les déchets sortis du site. Il aura la responsabilité de la création de l'ensemble des BSD et de la bonne complétude de ces derniers permettant ainsi de les présenter à l'ADEME pour signature.

Pour ce faire, la méthodologie à appliquer sera la suivante :

- **L'ADEME sera déclarée en tant que « Producteur / Détenteur du déchets » en cadre 1** en renseignant les indications suivantes :
 - Le numéro de SIRET de l'ADEME : 38529030900454 ;
 - Le nom de l'agence rattachée au SIRET : ADEME ANGERS (49) ;
 - Le nom de la personne responsable : Marie HOULIE ;
 - Le mail suivant : marie.houlie@ademe.fr
- Particularités pour les BSDD : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :
 - La case « Autre détenteur » sera cochée ;
- Généralités (BSDA ou BSDD) : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :
 - Une adresse de chantier ou de collecte sera précisée, elle fera référence au présent site – NOM DU SITE / Adresse / Commune (code postal) ;
 - L'Arrêté Préfectoral régissant les présentes opérations sera également rappelé via l'encart « informations complémentaires » selon la trame suivante : en application de l'arrêté du 15 mars 2023 relatif aux travaux d'office sur le site de INNOVEOX OCEANIA.
- **L'entreprise titulaire du marché se déclarera en tant que :**
 - « **Courtier / Négociant** » si l'entreprise s'est déclarée préalablement en préfecture. Par conséquent, le récépissé valide associé à cette déclaration sera à fournir à l'ADEME en phase préparatoire ;
 - **Ou à défaut, comme « Intermédiaire ».**

Un formalisme particulier sera appliqué quant au référencement des BSD produits. Cela sera précisé au sein de l'onglet « émettre du déchet » dans l'encart réservé « Autre Numéro Libre » :

- Le Formalisme appliqué sera le suivant : NOM DU SITE / Commune (N° département) / N°X (incrémentation des BSD).

La signature dissociée a été retenue par l'ADEME, cela implique une anticipation de la part du titulaire permettant de présenter chaque BSD en signature auprès de l'ADEME au minimum 3 jours ouvrés avant la date de sortie du déchet du site. Le titulaire se chargera d'informer le Chef de Projet ADEME en charge du site ainsi que le Coordinateur Territorial ADEME via la communication d'un mail d'alerte informant de la mise à disposition pour signature d'un ou de plusieurs BSD sur la plateforme.

- Contacts pour la présente opération :
 - Chef de projet ADEME : Mail : marie.houlie@ademe.fr / Tel : 04 72 83 09 30 ou 06 47 08 41 06.
 - Coordinateur Territorial ADEME (à solliciter en cas d'absence du Chef de projet ADEME) : Mail : alexis.lunel@ademe.fr / Tel : 05 56 33 80 27 ou 06 07 70 43 96

Remarque : ce même délai s'applique pour toute sollicitation liée à un besoin de modification du BSD par le « Producteur / Détenteur du déchet » après signature ou suite à sa révision.

Cela signifie que l'ensemble des pièces permettant de s'assurer de la véracité des éléments renseignés ait été préalablement diffusé à l'ADEME, à savoir :

- L'Arrêté Préfectoral régissant l'activité de l'exutoire ;
- Le Certificat d'Acceptation associé au déchet à évacuer ;

- Le récépissé associé à la déclaration du titulaire en tant que « Courtier / Négociant » en cours de validité ;
- Le récépissé de transport de déchets dangereux et/ou non dangereux du transporteur déclaré en cours de validité.

Les conditions de transport des déchets devront être conformes aux réglementations en vigueur et en particulier à celle sur le transport des matières dangereuses (déclaration en Préfecture, arrêté ADR...).

- ⇒ **En cas de retard de transmission des CAP et des récépissés, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).**
- ⇒ **En cas de retard de transmission dans la soumission des BSD pour signature par l'ADEME sur la Plateforme Trackdéchets, le titulaire en assumera les potentielles conséquences (rendez-vous filière(s), impacts sur le(s) transporteur(s), impact(s) sur les délais chantier, etc...).**

2.7.2 Choix des filières de traitement retenues (type de traitement et proximité)

Choix des filières de traitement

L'ensemble des déchets collectés, des emballages souillés, des résidus et eaux de nettoyage sera traité dans des centres de traitement collectifs autorisés au titre de la législation sur les Installations Classées.

L'ADEME entend privilégier les moyens de traitement permettant, dans des conditions respectueuses de l'environnement :

- **De réaliser en priorité une valorisation "matière" des déchets évacués (en filières industrielles locales par exemple) ;**
- **Si non, de réaliser, si possible, une valorisation énergétique de ces déchets ;**
- **La mise en décharge ne devra intervenir que pour des déchets "ultimes" ;**

Le choix des filières de traitement devra être déterminé dans un souci de favoriser le principe de proximité pour le traitement des déchets lorsque cela est possible techniquement.

Le titulaire devra tenir compte des exigences des centres d'élimination en ce qui concerne le conditionnement et les qualités des déchets acceptés. Le titulaire devra assumer l'intégralité des surcoûts engendrés par le refus d'un déchet pour non-conformité du conditionnement ou du contenu étant établi que les coûts de transport et d'élimination des déchets ne pourront être modifiés après départ du site.

Toute modification du type de traitement et de la filière de traitement doit être argumentée et justifiée, et validée auprès de l'ADEME. En absence de la validation par l'ADEME aucun changement de filière ne sera pris en charge financièrement par l'ADEME.

2.8 Repli du chantier et remise en état des lieux

En fin de travaux, les lieux ayant servi aux installations de chantier, devront être remis en état. Les aménagements et moyens prévus pour la remise en état des lieux seront à la charge du titulaire (*repli du chantier, nettoyage des zones occupées pour accéder au site, la remise en état du chemin d'accès privé en cas de dégradation...*).

Les panneaux en dur « défense d'entrée » seront laissés en place sur le portail d'entrée du site.

Il est rappelé (cf. §2.2.1) qu'un état des lieux sera réalisé par un huissier, après la remise en état du site qui sera organisé et à la charge du titulaire.

Rappel § 2.2.1 : En cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont.

2.9 Moyens humains et organisationnels

Le titulaire proposera une équipe compétente et formée en cohérence avec les spécificités du site et de l'intervention.

En cours de prestation, toute modification concernant du personnel doit être argumentée, justifiée et validée auprès de l'ADEME.

3 CONDITIONS D'INTERVENTION

3.1 Suivi de l'intervention

L'entreprise titulaire tiendra à jour sur le chantier les documents suivants :

- Son PP SPS, ses modes opératoires amiante et ceux de ses sous-traitants ainsi que les échanges avec le coordonnateur SPS, la CARSAT, l'Inspection du Travail et l'OPPBTP ;
- La fiche de suivi RSE des deux actions prioritaires pour ce chantier ;
- Tous les journaux de chantier avec leurs annexes et fichiers Excel ;
- Tous les documents venant en complément des informations consignées (résultats d'analyses, procès-verbaux...).

3.2 Réunions de chantier et compte-rendu

Des **réunions de chantier** réuniront régulièrement l'ADEME ou le cas échéant son AMO, le Coordonnateur SPS, le titulaire et éventuellement ses sous-traitants. Elles permettront de suivre l'avancement des opérations sur le chantier. Le titulaire a une obligation de présence à ces réunions.

Il est prévu de programmer des réunions de chantier de manière hebdomadaire pendant la durée du chantier.

Une réunion de démarrage et de fin de chantier seront également organisées.

L'AMO rédigera et transmettra au titulaire **le compte rendu des réunions** de chantier de manière à acter les principales décisions prises au cours de la réunion et à minima les informations suivantes :

- Le point sur les documents administratifs et contractuels de chantier (PPSPS, mode opératoire amiante, ordres de service, ...) ;
- L'état d'avancement du chantier par zone avec photos en incluant le cas échéant les faits marquants, les remarques sécurités, les déchets et travaux supplémentaires...
- Le récapitulatif des travaux supplémentaires, des modifications de la nature des déchets, des dépassements de quantité et des déchets supplémentaires trouvés indiquant les coûts associés en attente de décision ainsi que validés par l'ADEME ;
- Le point sur le planning global du chantier et sur le planning de la semaine suivante
- Le point sur le bilan financier à la date de la réunion.

Le compte-rendu sera envoyé au titulaire au plus tard 2 jours ouvrés après la réunion de chantier.

3.3 Journal de chantier :

Le titulaire remplira et **transmettra quotidiennement par courriel** à l'ADEME, au coordonnateur SPS et le cas échéant à l'AMO, **un journal de chantier** qui comportera

- **(à minima) les informations suivantes :**
 - Les noms et qualifications des salariés de l'entreprise et des sous-traitants affectés aux différentes tâches ;
 - Les noms des visiteurs sur le chantier ;
 - Les horaires de travail ;
 - Les travaux exécutés, leur nature, leur localisation, avec photos ;
 - Les faits marquants de la journée avec photos (incidents, arrêts de chantier avec leur durée et leur cause, les défauts d'approvisionnement...) ;

- Les contrôles effectués (contrôle ADR des expéditions, contrôle de la conformité électrique des installations...) ;
 - Les thèmes des briefing sécurité effectués ;
 - ...
- **Le fichier Excel « DCE JOURNAL de CHANTIER » joint au présent DCE (pièce 6.5). Le titulaire doit remplir les 3 feuilles du fichier à savoir :**

1. « **Synthèse journalière** »
en renseignant les natures et les quantités des déchets caractérisés, les travaux prévus du lendemain, les travaux supplémentaires nécessaires, les modifications de quantités et/ou de nature et/ou de prix des déchets fixés dans le marché.
2. « **Registre de déchets expédiés** »
3. « **Suivi de déchets par localisation** » *en identifiant les déchets localisés sur site avec les BSD correspondant*

⇒ **Le titulaire pourra proposer son propre outil « quotidien » de reporting qui devra à minima comporter les mêmes items que ceux cités ci-dessous et répondre aux objectifs cités ci-dessus.**

Le choix de l'outil utilisé sur le chantier appartient au chef de projet de l'ADEME.

⇒ **En cas de retard de transmission de ce journal de chantier supérieure à 1 jour ouvré, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et par journal de chantier en retard (cf. projet de marché article 6).**

L'objectif de la fiche journalière est d'identifier au plus tôt toute dérive éventuelle. Cette dérive peut concerner un dépassement

- De quantités
- Et/ou un changement de natures de déchets
- Et /ou un besoin de prestations nouvelles nécessaires à la bonne exécution du marché et non-prévues initialement au marché conclu entre le titulaire et l'ADEME.

En complément de la transmission du journal de chantier, le titulaire s'engage à alerter l'agence, d'abord par appel téléphonique de la personne responsable du chantier puis via une confirmation par courriel de toute suspicion de dépassement de quantité et/ou de natures de déchets non prévues au marché.

⇒ **Sans accord préalable écrit de la part de l'ADEME, aucun dépassement ne sera pris en charge financièrement par l'ADEME.**

3.4 Décompte financier hebdomadaire

D'autre part, l'entreprise titulaire établira un **décompte financier hebdomadaire précis des dépenses engagées**, y compris par les sous-traitants et les centres de traitements, qui sera transmis à l'ADEME soit en fin de semaine (vendredi soir), soit pour la réunion hebdomadaire à l'appréciation du chef de projet de l'ADEME. Ce décompte doit être en cohérence avec le journal de chantier (fiche journalière, registre des déchets évacués).

⇒ **En cas de non-transmission de ce décompte financier hebdomadaire et en cas de retard de transmission de cette fiche supérieure à 1 jour ouvré, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et/ou non-transmission (cf. projet de marché article 6).**

3.5 Rapport final d'exécution

A l'issue des travaux, le titulaire remettra à l'ADEME un rapport final d'exécution, synthétisant l'ensemble des opérations réalisées sur le site, qui comprendra :

- **Une description technique** des travaux réalisés ;

- **Un bilan récapitulatif quantitatif et qualitatif** des opérations réalisées (déchets évacués et traités) en indiquant pour chaque nature de déchets les centres de traitement conformément au marché et les numéros de BSD correspondant ;
- **Des photographies** prises avant, pendant et après les travaux ;
- **Un bilan financier** ;
- **Le planning de la réalisation des opérations** ;
- **Un plan de repérage** précis des différentes catégories de déchets évacués (en vue de faciliter la réalisation ultérieure d'un diagnostic de pollution des sols) et des éventuelles particularités notées lors des travaux ;
- En annexe :
 - Les documents contractuels,
 - Le cas échéant : les PV huissier
 - L'ensemble des documents établis sur le chantier (PPSPS, RSE, résultats d'analyses, compte rendu de chantier...) ;
 - L'ensemble des justificatifs liés à la bonne gestion des déchets présents sur site (CAP et BSD associés extrait de la plateforme Trackdéchets) ;
 - Tout élément de preuve attestant la réalisation des prestations dans des conditions conforme aux règles de l'art (certificats de dégazage...) ;
 - Le « journal de chantier » visés aux paragraphes ci-dessus.

Le délai de remise du rapport est indiqué dans le projet marché à l'article 4. Tous les documents (rapports et annexes) seront communiqués à l'ADEME sous la forme informatique (fichiers WORD, EXCEL ou JPG pour Windows PC).

4 ANNEXES